

Interview

La crise institutionnelle au Mali

Paix et sécurité

Pacte intercommunautaire pour la paix à Tessalit

Environnement

De l'or sur fond de désastre environnemental

Culture & Société

LIVRE :
"Des traces dans le désert"



Commune rurale de Tessalit :

De l'or sur fond de désastre environnemental

● EDITORIAL	3
● SANTE	4
▶ COVID-19 et élections législatives au Mali	
● PAIX ET SÉCURITÉ	7
▶ Pacte communautaire à Tessalit	
▶ Un forage pour les communautés de Tissilé, cercle de Tessalit	
● ENVIRONNEMENT	10
▶ De l'or sur fond de désastre environnemental	
● INTERVIEW	13
▶ La crise institutionnelle au Mali	
● CE QU'EN PENSE LA JEUNESSE	15
▶ La gestion de la pandémie de la COVID-19	
● CULTURE ET SOCIÉTÉ	17
▶ "Des traces dans le désert"	
● PRÉSENTATION	18
▶ ONG AZHAR	

TRIBUNE

PAIX & DEVELOPPEMENT

MAGAZINE TRIMESTRIEL D'INFORMATION ET D'ALERTE • N°07

Siège social:

Faladiè Sema Bamako

Rue : 800

Porte: 494

BP : E3508

Email : ongazhar2008@gmail.com

Directeur de Publication :

Assinamar AG ROUSMANE

Rédacteur en chef :

Mahamadou Mahamoudou

Rédaction générale

Assinamar AG ROUSMANE

Mahamadou Mahamoudou

Abdoulaye MAIGA

Cheick Oumar DIALLO

Issa Aguibou Coulibaly

Graphisme :

ADOS : 77 24 30 00

Impression:

Imprim Service SA

TEL : (223) 20 29 19 01

La crise institutionnelle au Mali : Dans un pays qui tangué, plus de temps pour les tergiversations stériles



Le Mali traverse une crise politico-institutionnelle sans précédent. Une crise qui diffère de celle de 1991 et tous les autres soulèvements qu'a connus le pays. Cette crise sur fond de mauvaise gouvernance risque de rendre impossible la fin du mandat pour le président IBK. Enlisé dans un conflit qui perdure depuis huit ans, le pays ne peut pas se permettre un autre vide institutionnel.

Compte tenu de sa nature, la crise pose une équation très difficile à résoudre. Partout dans le pays, on remarque la grogne sociale, des scènes de contestations, des grèves et des manifestations contre le régime en place. Des leaders religieux, des politiques, des acteurs de la société civile, les travailleurs, des activistes... tous battent le pavé pour demander le départ du président IBK et son gouvernement. Est-ce la solution ?

A l'analyse, les leaders de la contestation, acteurs de tous bords, avec des agendas différenciés, s'accordent tous sur le départ de l'actuel président. Au-delà de leur agenda personnel, le problème actuel du pays dépasse toute considération individuelle et partisane, il est multidimensionnel. Le pays traverse une période difficile de son histoire. Une grande partie du territoire est occupé par des groupes armés et des groupes terroristes, les conflits intercom-

munautaires se sont multipliés, le DDR connaît un grand retard, la corruption est généralisée dans l'administration publique. Rien ne va dans le pays. Face à cette léthargie dans laquelle vit le Mali, aucune solution n'est proposée par le régime en place qui préfère l'évitement et l'inaction.

Les dernières élections législatives, sensées ramener la stabilité institutionnelle et répondre aux recommandations du Dialogue National Inclusif si cher au président de la république, ont été la goutte qui a fait déborder le vase. Loin de ramener la quiétude, elles ont été la source immédiate de la crise actuelle.

Face à cette léthargie dans laquelle vit le Mali, aucune solution n'est proposée par le régime en place qui préfère l'évitement et l'inaction.

Les religieux, l'ancien président du haut conseil islamique, Mahmoud Dicko, fort de sa notoriété et sa capacité de mobilisation s'est mis à leur tête pour conduire la locomotive. D'autres ténors de la politique malienne frustrés par « la gestion catastrophique du pays » se sont également joints à la contestation. Il est aujourd'hui nécessaire pour tous les acteurs de s'asseoir pour

trouver une solution à cette crise qui risque de plonger le pays dans le chaos. Tous doivent s'entendre sur l'essentiel : sauver le Mali.

Avec l'immixtion des religieux dans la chose politique, il y a péril dans la demeure. Pour que la toile de l'intolérance, de la mauvaise gouvernance et de l'injustice sociale ne se répande pas inexorablement sur le pays, il est absolument nécessaire de marquer une réelle séparation entre les questions religieuses, politiques et judiciaires pour préserver la démocratie, l'état de droit et la laïcité du pays. Tous les pays à travers le monde qui tiennent debout, même difficilement, fonctionnent ainsi. Pas de salut ni aujourd'hui ni demain si cette voie n'est pas empruntée. Les "vrais patriotes", les "vrais républicains" parce qu'il en existe, doivent maintenant sortir du bois pour prendre en main le destin du pays. Dans un pays qui tangué, plus de temps pour les tergiversations stériles.

Pourtant cette situation aurait dû être évitée si les recommandations du Dialogue National Inclusif (DNI) avaient été mises en œuvre. Une véritable feuille de route qui proposait des solutions pour restaurer la paix et le vivre ensemble, améliorer la gouvernance et opérationnaliser des politiques et réformes institutionnelles, prévues dans l'accord de paix.

Assinamar Ag Rousmane

COVID-19 et élections législatives au Mali

Haminy Belco Maïga, Chef de Cabinet du Ministre de l'Administration Territoriale et la Décentralisation : Pour ces élections législatives, les défis sont principalement sanitaires et sécuritaires

TPD : Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

HBM : Je suis Haminy Belco Maïga, Chef de Cabinet du Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, 2^e Vice-Président de l'autorité Intérimaire Régionale de Kidal et membre du Conseil Économique, Social et Culturel.

TPD : Quelle est la stratégie mise en place par votre département pour organiser les élections législatives dans un contexte de pandémie du COVID-19 ?

HBM : Le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation qui avait déjà initié des réflexions sur la question, a procédé à la finalisation d'un plan d'action national de gestion et de riposte contre la pandémie du COVID-19 lors des élections avec l'appui des partenaires nationaux et internationaux, notamment le PNUD Mali, à travers son Projet d'Appui au Cycle Électoral (PACE) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ce plan proposait des mesures de prévention et de précaution particulières à envisager dans le cadre d'un mécanisme d'urgence afin de s'assurer que ces élections ne contribuent pas à la propagation de la pandémie du COVID-19.



Ce plan dont le budget se chiffrait à 2.947.968 dollars US, prévoyait la mise à disposition d'un thermo flash, d'un kit de lavage des mains, de gels hydro alcooliques devant et dans chaque bureau de vote ainsi que l'organisation d'une campagne de sensibilisation et de communication sur l'étendue du territoire sur les différentes mesures barrières mises en place par le gouvernement contre la Covid-19 dans les bureaux de vote et les centres de compilation des résultats.

Au regard des difficultés liées à la mobilisation du budget néces-

saire pour la mise en œuvre de ce plan, le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation a pris l'option, pour le premier tour, de doter les 19.549 bureaux de vote et centres de compilation des résultats de toutes les régions, excepté le district de Bamako, uniquement de kits de lavage des mains, tandis que les 2.598 bureaux de vote de Bamako étaient équipés de gels hydro alcooliques grâce à un appui du PNUD et de l'Union Européenne respectivement.

Pour le second tour, ce dispositif a davantage été renforcé grâce

à un apport financier conséquent du gouvernement malien à travers l'opération un-électeur-un-masque et le recrutement de jeunes volontaires pour veiller au strict respect des mesures de distanciation physique et de lavage des mains dans tous les centres de vote. Conformément aux rapports des missions d'observation, dans 85% environ, les mesures barrières étaient respectées, tous les agents avaient un masque et les bureaux étaient dotés de gels hydro alcooliques et/ou de kits de lavage des mains.

TPD : Quels étaient les défis auxquels vous avez eu à faire face pour que les élections soient une réussite et sans occasionner une grande propagation du virus ?

HBM : Pour ces élections législatives, les défis sont principalement sanitaires et sécuritaires. Pour le défi sécuritaire, nul n'ignore les difficultés, la détérioration de la situation sécuritaire, les attaques aussi bien contre les FAMA que la population et les forces internationales. Les forces de sécurité et de défense du Mali en collaboration avec les forces internationales et les Mouvements signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali ont mis en place un dispositif sécuritaire qui a permis la tenue du scrutin sur l'ensemble du territoire national.

Quant au défi sanitaire, il a été marqué par la pandémie de la COVID-19 dont les premiers cas de la pandémie de Covid-19 ont été enregistrés au Mali le 25 mars 2020, quatre jours avant la tenue du premier tour, bien que la maladie fût déjà présente dans les

Conformément aux rapports des missions d'observation, dans 85% environ, les mesures barrières étaient respectées, tous les agents avaient un masque et les bureaux étaient dotés de gels hydro alcooliques et/ou de kits de lavage des mains.

pays voisins depuis une dizaine de jours.

L'information, la communication et la sensibilisation en vue de la vulgarisation du plan de communication et de riposte et des mesures de prévention édictées, se sont avérées primordiales dans la réussite de cette initiative. En effet, le Ministre de l'Administration territoriale a mis en place une commission de communication chargée de veiller et d'informer les électeurs au respect des mesures barrières.

Cette commission a ainsi entrepris plusieurs initiatives, notamment (1) la production et la diffusion dans plusieurs langues usuelles du Mali de spots audios et vidéos ainsi que des affiches et sketches pour mieux expliquer aux électeurs les gestes barrières sur l'étendue du pays; (2) l'organisation des conférences de presse avant les deux tours en vue de mettre les médias d'Etat et privés à contribution dans la campagne de sensibilisation et ; (3) le recyclage des présidents des bureaux de vote de Bamako

à la veille du second tour en vue de les enjoindre de veiller au strict respect des mesures barrières édictées dans le plan. Notons que le District de Bamako compte le plus grand nombre d'électeurs, mais paradoxalement le taux de participation le moins élevé de tout le pays au fil des élections.

TPD : Aujourd'hui, quels sont les perspectives de votre département pour contribuer à l'effort collectif dans la lutte contre la pandémie ?

HBM : Aujourd'hui, le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation est dans la perspective de mettre en place un système de pérennisation des acquis et expériences de la gestion des pandémies pendant une période électorale. C'est dans ce cadre que des dispositifs de prévention des épidémies ont été prévus au niveau de toutes les communes. Ce dispositif est composé notamment des kits de lavage des mains, des gels hydro alcooliques et des masques.

TPD : Quel appel lancez-vous aux maliens pour stopper la propagation du virus ?

HBM : J'invite les maliens au respect strict des mesures prises le 17 mars 2020 par le Gouvernement à l'issue de la réunion extraordinaire du Conseil Supérieur de la Défense Nationale notamment la distanciation sociale (1 mètre entre les participants), le port du masque et le lavage régulier des mains aux savons.

**Propos recueillis par
Mahamadou Mahamoudou**

La pandémie du coronavirus au Mali : L'ONG AZHAR et ses partenaires au rendez-vous de la solidarité avec les populations de Kangaba et Djenné

Avec le soutien financier de ses partenaires, le PNUD et la MELCI-MA, l'ONG AZHAR mène des actions de sensibilisation, d'information et de formation dans les cercles de Kangaba et Djenné pour prévenir la propagation de la pandémie de la COVID-19.

A Kangaba, l'ONG AZHAR pour venir en aide aux populations du cercle, qui est une de ses zones d'interventions a réorienté une partie de son budget 2020, destiné au curage des mares pour acheter et fournir du matériel de prévention contre la COVID-19 aux CSCOM des communes de Naréna, Benkadi, Karan, Balan Bakama. Ce geste ne veut pas dire déshabiller Paul pour habiller Jean, mais un réflexe spontané et responsable pour parer aux plus vite, face à une situation sanitaire préoccupante que le monde entier a fortement ressenti.

Dans ce cercle, l'ONG et son partenaire, la MELCI-MA, dans une dynamique collective de lutte, ont mené un certain nombre d'activités de formation des agents de santé et des tradithérapeutes. Pour attirer l'attention des communautés du cercle et leur faire connaître la pandémie, ses modes de contamination, les gestes barrières, une campagne d'information et de sensibilisation a été réalisée dans les villages/hameaux des quatre communes.



A Djenné, les actions de sensibilisation et d'information sont en cours avec la phase II du projet prévention et lutte contre l'extrémisme violent. Dans les trois communes (Djenné, Femaye et Dandougou Fakala) d'intervention du projet, des kits de prévention seront distribués dans les lieux de regroupements (préfectures, mairies, CSCOM, vestibules du chef de villages et les lieux de cultes). Une campagne de sensibilisation des communautés sera organisée dans les trois communes.

Mahamadou Mahamoudou



Pacte intercommunautaire pour la paix à Tessalit : **Ultime étape vers une paix durable entre les communautés**

Pour mettre un terme définitif aux tensions intercommunautaires et se tourner vers le développement, les communautés Idnane, Irradianaten et Kel Rella du cercle de Tessalit se sont inscrites dans une démarche vers une paix durable à l'échelle communautaire.



Depuis une année, les communautés du cercle de Tessalit se sont lancées dans un processus de recherche-action pour ramener la paix dans leur terroir. Comme on a coutume de le dire « la paix ne se décrète pas, elle se construit et se renforce... » C'est ainsi que les communautés, Idnane, Irradianaten et Kel Rella, de Tessalit ont décidé de prendre leur destin en main et se tourner vers la paix à travers la signature d'une charte communautaire de coexistence pacifique, signée par les représentants des trois communautés le quinze (15) mai 2020, à Ikadawaten à 40 km du chef-lieu de la commune de Tessalit dans l'Adrar des Ifoghas.

Cette date du 15 mai 2020 restera à jamais gravée dans la mémoire des populations de Tessalit. C'est ce jour que les communautés, Idnane, Irradianaten et Kel Rella, ont officiellement signé une charte communautaire pour la paix. Cette charte, une première dans la région Kidal qui est au centre de plusieurs crises au Mali, est un document de référence dans lequel les communautés se sont entendues sur

un certain nombre de points essentiels pour le retour de la paix au niveau communautaire. Il s'agit entre autres de la mise en place d'un comité mixte de gestion et de prévention des conflits ; l'élaboration d'une charte pastorale locale consensuelle pour une meilleure gestion des ressources naturelles (pâturages, point d'eau et autres) ; la création d'un cadre de concertation autour des élections communales et législatives (souvent sources de graves conflits) dans le but de réduire de façon significative les tensions post-électorales ; la condamnation avec fermeté, par toutes les parties, de tout acte d'agression et de violence, d'où qu'il vienne, susceptible d'affecter la quiétude sociale ; privilégier la recherche de règlement à l'amiable de tout problème pouvant surgir et remettre en cause le vivre ensemble entre les communautés ; la sensibilisation des jeunes et des leaders d'opinion afin qu'ils s'engagent résolument pour la paix dans le cercle ; soutenir la restauration de l'autorité

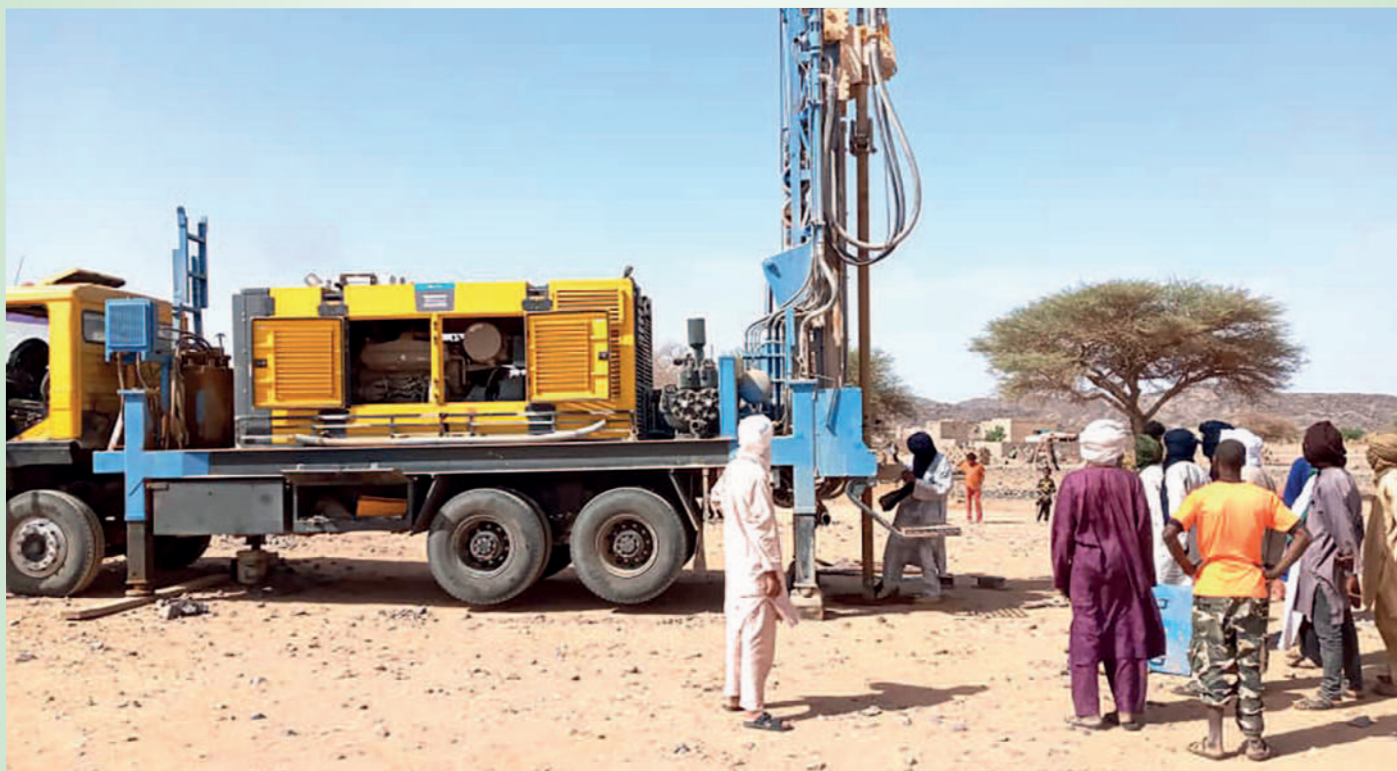
morale des légitimités traditionnelles et religieuses qui pourront jouer un rôle déterminant dans la promotion du vivre ensemble ; organiser des rencontres intercommunautaires annuelles pour le suivi et la mise en œuvre de ladite charte.

L'ONG AZHAR et son partenaire UNICRI ont documenté cette initiative communautaire de consolidation de la paix à travers un film documentaire. Ce film documentaire sera mis à la disposition des autorités maliennes et les acteurs impliqués dans la gestion et la prévention des conflits. Déjà, AZHAR envisage d'expérimenter l'approche concluante à Tessalit dans d'autres zones d'intervention de l'ONG affectées par les conflits intercommunautaires.

Assinamar Ag Rousmane

Un forage pour les communautés de Tissilé, cercle de Tessalit : Désamorcer les tensions autour de la gestion des ressources naturelles

Pour appuyer le processus de paix, réduire les violences communautaires, stabiliser les populations d'éleveurs nomades, l'ONG AZHAR et la MINUSMA offrent un forage équipé de pompe solaire aux populations de Tessalit.



Dans le cadre des projets de réduction des violences communautaires (CVR), l'ONG AZHAR et la section RSS-DDR de la MINUSMA réalisent un forage pour les populations nomades du quartier Tissilé dans la commune de Tessalit. Les bénéficiaires du projet sont jadis des éleveurs nomades, sédentarisés ces dernières années à cause des effets conjugués des conflits

récurrents dans la zone et le changement climatique.

En présence des autorités politiques, des responsables des mouvements armés, des notabilités, des leaders religieux, des représentants de la société civile, des associations des jeunes et des femmes, la cérémonie du lancement officiel du projet s'est tenue dans la salle de réunion de l'association AS-

SADOR, dans le chef-lieu de la commune de Tessalit, le 20 mai 2020. Cette cérémonie a mobilisé tous les acteurs locaux de la commune malgré le contexte difficile de COVID19 et le Ramadan.

Pour le maire de la commune, la MINUSMA n'est pas à sa première action dans le village de Tessalit. Au cours des cinq dernières années, la MINUSMA a



financé la réalisation de plusieurs infrastructures dans la commune. Il a évoqué avec insistance l'importance de l'accès à l'eau pour les populations de Tessalit qui vivent dans une zone aride ou avoir accès à l'eau potable est un luxe. Avec l'eau, disait-il, on peut faire tout : boire et produire en même temps. Tous les partenaires qui aident dans le domaine de l'hydraulique maîtrisent véritablement les préoccupations des populations de notre région.

Quant au le chef de village de Tessalit, il a vivement salué l'initiative. « Ce genre de projet facilite la stabilisation des populations, réduit les violences autour de l'accès à l'eau », a-t-il ajouté. Il a conclu son intervention en ces termes « l'eau c'est la vie » en tamashek : « aman iman ».

Le chef de quartier Tissilé, bénéficiaire du projet, a exprimé sa gratitude à l'endroit de de la MINUSMA, qui selon lui, a redonné un nouvel espoir aux communautés de son quartier. Avant de terminer son allocution, il a demandé à tout un chacun de respecter les gestes barrières contre la pandémie de COVID-19 qui est une maladie redoutable. « Se protéger et protéger les autres, les voisins est un geste de grande responsabilité et de sagesse », a-t-il rappelé.

Assinamar Ag Rousmane



Commune rurale de Tessalit : De l'or sur fond de désastre environnemental

En juin 2018, l'ONG AZHAR, lançait déjà un SOS pour attirer l'attention de tous les responsables régionaux et internationaux intervenant dans la zone sur l'utilisation de certains produits toxiques tel que le mercure dans l'exploitation anarchique de l'or à Kidal.



Ce SOS, n'est pas malheureusement tombé à l'époque, dans aucune oreille attentive et ce qui était redouté arriva finalement 2019-2020. Cette fois-ci, principalement dans la commune rurale de Tessalit. L'orpaillage est devenu une activité répandue à travers plusieurs oueds.

Aujourd'hui, l'ironie du sort, est que, c'est dans l'oued natal (Abanco) de l'auteur de l'article de 2018 qu'un déferlement effrayant des orpailleurs s'est accentué. Des dizaines de camions, de concasseurs, de foreurs, de groupes électrogènes sont actuellement implantés aux abords de la colline de Sadiato. Des hommes venus de

tous les horizons (Mauritanie, Algérie, Soudan, Tchad, Niger, Burkina Faso et des autres régions du Mali) ont investi les lieux à bords de voitures 4x4, de camions, de motos. Trois ans auparavant, c'était la recherche aléatoire à même le sol, à l'aide d'appareils détecteurs portables. Cette année, on est entré dans la phase de creusage de puits et de galeries avec l'utilisation non seulement du mercure, mais aussi du cyanure de sodium qui sont des produits très toxiques. Dans l'utilisation du cyanure les plus grands spécialistes sont les soudanais, les nigériens et les burkinabés.

Les sites d'Abanco, Indarsat, Egar-gar, Adhan, Tinidamba sont deve-

nus des petits villages électrifiés avec des boucheries, boulangeries, des restaurants et de petites pharmacies de fortune. Le travail se poursuit de jour comme de nuit, même aux heures de prières. Les tempêtes de sables, fréquentes dans la zone ne ralentissent aucunement l'activité inlassable.

Entre les carrières et les lieux de concassage, de tannissage, de Lessivage et amalgamation, situés à quelques kilomètres plus loin, les voitures, les camions, les motos de transport de la matière brute (substance pierreuse qui enveloppe le minerais), font des va et vient à l'image d'une fourmilière acharnée sur un tas de grains de céréales versés. Les ouvriers, épuisés sont



méconnaissables, habillés de vêtements devenus ocre, ils marchent comme des somnambules. De leur corps, seuls les yeux gardent encore leur couleur naturelle. Les acheteurs de l'or, anonymes, amorcés par le gain, suivent quant à eux, de très près, les multiples mouvements des orpailleurs et chaque gramme ou milligramme « récolté » est immédiatement acheté et vendu on ne sait où.

Ce qui est inquiétant, c'est le manque total de précaution par rapport à l'utilisation du mercure, du cyanure et des emballages plastiques dont personne n'a plus besoin et qui envahissent la nature. Malheureusement, face à ce désastre environnemental, personne ne lève encore le petit doigt. Pourquoi donc cette indifférence dans toute une région qui est une des plus fragiles et qui dispose de responsables de toutes qualités ? dans tous les cas, le regard sur l'avenir de la région, c'est plutôt maintenant ou jamais.

Aussi, nous savons tous que dans toute activité humaine, il y a forcément des aspects positifs sur lesquels on doit mettre le doigt si on veut rester objectif. Ainsi, comme

Trois ans auparavant, c'était la recherche aléatoire à même le sol, à l'aide d'appareils détecteurs portables.

côtés positifs de cette exploitation de l'or, on citera :

- Acquisition par les jeunes, qui sont nombreux sur les sites aurifères, de biens matériels importants : camions, voitures, motos, bétail, maisons... ;
- L'abandon des armes de guerre par les jeunes. La Kalachnikov est invisible sur les sites, elle a été délaissée au profit des matériels de travail ;
- Le retour des migrants de Libye, d'Algérie longtemps absents de leur famille ;
- La diminution remarquable des vols des biens ;
- Une forte circulation de mon-

naies, notamment du franc algérien, avec bien entendu, tout ce que cela suppose comme conséquences sur le coût de la vie.

Les côtés qu'on peut considérer comme étant négatifs, c'est-à-dire « la face cachée de l'iceberg » sont entre autres :

- La pollution de l'environnement : des sacs vides abandonnés qui ont couvert les arbres leur donnant la nuit, l'image d'une armée de fantômes, des eaux mélangées au mercure et au cyanure qui tuent petit à petit les animaux en divagation, des quantités énormes de rognons nuisibles aux animaux et d'autres déchets de toutes sortes. Les oueds sont devenus l'ombre d'eux-mêmes, les éleveurs eux-mêmes ne les reconnaissent plus ;
- La promiscuité sur les sites provoquant de nombreuses maladies : rougeoles, fièvre, traumatismes (plaies, fractures), infections respiratoires aiguës ;
- L'éboulement des galeries, suivi de mort d'hommes (plus de 30 personnes dont des enfants sont déjà morts dans les puits effondrés) ;
- Le renchérissement considérable du coût des produits pharmaceutiques, alimentaires et autres ; une situation qui fait jubiler les marchands ambulants, par exemple : une baguette de pain se vend à 300 FCFA, un kg de viande à 5000fcfa) ;
- L'exploitation excessive des quelques puits pastoraux et forages existant dont l'alimentation est tributaire des rares pluies de l'année ;
- L'abandon progressif de l'élevage au profit de l'orpillage, surtout par les jeunes.



- La mauvaise organisation de l'activité sur le site ;
- La coupe des arbres qui sont séchés et transformés en bois de chauffe

Par rapport à ces aspects, il y a un proverbe Keltamacheq qui dit ceci : « le chien a en général, le regard toujours fixé sur le morceau de viande ou l'os qu'on veut jeter, il oublie les douloureux coups de bâton qu'on se prépare à lui assener ». L'exploitation de l'or peut bien apporter des ressources financières intéressantes, mais, elle peut aussi déstabiliser la vie des populations éleveurs nomades de cette commune rurale si rien n'est anticipé pour les protéger.

Dans la situation actuelle, apparemment sans solution immédiate, on peut en attendant le médecin qui peine à venir, même après la mort, exploiter l'or tout en prêtant un minimum d'attention à l'environnement ambiant ; faire en quelque sorte, comme le préconise cet adage des Keltamacheq « waramut aloki war akor akabar » c'est-à-dire « traire sa vache sans pour autant laisser mourir de faim son veau ». Mais là aussi, il faut re-

connaitre que cette solution intermédiaire est difficile parce que les mêmes Keltamacheq disent encore « ere afuden ahastaned hakan amane » autrement dit « tout ce que l'on dit à un homme assoiffé, il répond toujours, j'ai besoin de l'eau ». La majorité des jeunes de la région de Kidal, sont, en fait, avec le chômage chronique, des « assoiffés » qui pensent avoir trouvé aujourd'hui, tout près, sous leurs pieds, une « manne d'or » qui est une solution à leurs problèmes. Pour certains d'entre eux, plus besoin de migrer ni en Algérie, ni en Libye pour se trouver du travail, ils peuvent maintenant rester encore chez eux. Pour l'instant, la société est relativement stable, mais la pire des crises sécuritaires est à craindre le jour où il n'y aura plus un gramme d'or dans la zone pour occuper les jeunes. Ce serait un dangereux retour à la case de départ s'il n'y a de nouveaux champs d'occupation.

Interdire ou même tenter d'organiser cette activité est quelque chose d'absolument impossible, tellement la pression est forte. D'ailleurs, qui peut bien le faire dans le contexte actuel ?

Pourtant, il est nécessaire d'agir et organiser dans un court terme des grandes concertations inclusives sur ce sujet pour essayer de minimiser les effets néfastes des produits chimiques sur l'environnement (hommes animaux, végétaux). De ces concertations, sortiront probablement des propositions d'actions intéressantes (sensibilisation, comité surveillance, prélèvement de taxes entres autres) pour sauver ce qui peut l'être.

Ce qui se passe en ce moment dans cette zone presque abandonnée, nous amène à conclure que la recherche effrénée de gain, à savoir l'or, domine largement sur l'amour et la défense des terroirs, déjà suffisamment affectés par les sécheresses, l'insécurité et autres aléas. Les prochaines années pourraient s'annoncer catastrophiques si la prise de responsabilité ne l'emportait pas sur la cupidité des hommes.

R.A.A

La crise institutionnelle au Mali : « Il faut dépasser les réformes pour aller vers une refondation même de l'État »

Face à la crise multidimensionnelle qui secoue le Mali depuis une décennie, beaucoup de patriotes et intellectuels se penchent sur la question pour analyser les causes et dégager des pistes de solutions. C'est dans ce contexte que notre rédaction a rencontré Aboubacrine Aguisa Toure, Docteur en droit public, enseignant chercheur à l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako et expert en protocole et organisations des événements diplomatiques, pour nous donner sa vision sur le problème actuel que traverse le Mali.



Il s'agit d'abord des facteurs endogènes qui s'expliquent par l'incapacité de l'État à faire régner l'ordre et la

génération, le retour des maliens (Touaregs majoritairement) enrôlés dans l'armée Libyenne au Mali avec armes et bagages, la politisation de la gestion des forces armées et de sécurité.

Présentez-vous à nos lecteurs

Je suis Aboubacrine Aguisa Toure, docteur en droit public, enseignant chercheur à l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako. Expert en protocole et organisations des événements diplomatiques.

Selon vous quelles sont les circonstances qui ont conduit à la crise politico-institutionnelle actuelle du Mali ?

La crise actuelle du Mali n'est pas institutionnelle, en ce sens que toutes les institutions fonctionnent et on a constaté nulle part un blocage des dites institutions. Ce qui me ramène à dire que notre crise est à la fois politique et sociale.

Cela peut être perçu à travers deux facteurs qui sont d'ailleurs lointains.

sécurité, à mettre en place une administration moderne et performante au service du peuple, à créer des services sociaux de base accessibles à tous les citoyens, à éradiquer l'inégalité dans la répartition des ressources sur l'ensemble du territoire national, à sécuriser les frontières et l'entrée et la sortie des étrangers, à lutter contre la prolifération des armes, contre la drogue, à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes, à remilitariser certaines zones du Nord, à moraliser le recrutement dans l'armée, à amorcer la viabilisation, à négocier judicieusement les différentes rebellions etc.

Ensuite des facteurs exogènes qui s'expliquent par la chute du Guide libyen, l'intervention des puissances occidentales en Libye, le démantèlement des magasins d'armement, la disparition des armes sophistiquées de dernière

TPD : Qu'est ce qui a provoqué la rupture de confiance entre les institutions et le peuple ?

Aujourd'hui le peuple ne croit pas trop à l'Etat, pour tout ce que nous venons de rappeler ci-dessus. Il est du devoir de l'Etat de permettre à chacun d'exercer pleinement ses libertés, de se sentir en sécurité pour sa personne et pour ses biens sur l'ensemble du territoire national et même au-delà de nos frontières. Alors qu'aujourd'hui, le peuple dans sa plus grande majorité souffre de l'insécurité, de l'injustice, de la prédation de certaines autorités, du non-respect des promesses.

Le peuple estime de même que l'administration est corrompue, tous les agents de l'État sont corrompus. Il n'a plus du tout confiance dans les agents de l'État, c'est le nœud du problème.

TPD : Depuis un certain temps, le peuple bat le pavé pour demander le départ du président IBK, cela est-il constitutionnel ou une atteinte à la sureté de l'Etat ?

Il faut reconnaître que notre constitution est noyée dans les crises actuelles. Elle reconnaît bien entendu, au peuple le droit de manifester, ce qui implique que, dans la forme, les récentes manifestations sont constitutionnelles mais dans le fond, leurs auteurs sont contre la constitution en ce sens qu'ils exigent la démission du président et tout son régime et il n'existe aucune disposition dans notre constitution qui gère une telle situation.

TPD : Quelles sont les insuffisances actuelles dont souffrent les institutions de la république du Mali ?

Plusieurs évidences peuvent être invoquées, d'abord, les institutions sont dirigées pour la plupart par des personnes incompetentes. Elles ne sont pas choisies en fonction de leurs capacités intellectuelles et éthiques, mais en fonction des appartenances politiques et/ou des affinités sociales. Ensuite, la constitution ne prévoit pas de conditions rigoureuses pour la gestion des institutions. Elle ne leur accorde pas suffisamment d'indépendance et d'autonomie.

TPD : Faut-il reformer les institutions ou refonder tout l'appareil d'Etat ?

Il faut dépasser les réformes pour aller vers une refondation même de l'Etat. La gouvernance du pays donne les éléments de cette refondation en ce sens que le pays trébuche depuis longtemps, ce qui se justifie par les ruptures dû, aux trois coups d'Etat et aux quatre ré-

bellions armées. Ces ruptures sont constatées tous les dix ans. Et les raisons de ces ruptures méritent d'être mises en évidence. Il faudrait alors rétablir des moyens de cohérences qui constituent naturellement des moyens de gouvernance.

Le peuple estime de même que l'administration est corrompue, tous les agents de l'Etat sont corrompus. Il n'a plus du tout confiance dans les agents de l'Etat, c'est le nœud du problème.

D'abord, le Mali est constitué d'une mosaïque de communautés, de territoires et d'ethnies. Et donc, l'unité du pays ne doit pas être confondue avec l'uniformité. La persistance de construire un Etat uniformisant reste une incohérence à résoudre. Ensuite le rôle des autorités traditionnelles ne doit pas être ignoré. Celles-ci n'ont pas de place aujourd'hui et elles sont instrumentalisées. Et enfin l'exclusion de nos langues nationales au profit d'une langue étrangère institutionnalisée. Cette dernière est mise au-dessus de nos langues nationales qui se trouvent aujourd'hui marginalisées. Ainsi les valeurs sur lesquelles nos institutions sont fondées à savoir : la responsabilité, le sérieux et la dignité doivent guider leurs actions. C'est sur ces incohérences, que les crises de gouvernances naissent et grandissent, au regard du cas malien.

TPD : L'accord pour la paix et de réconciliation exige des réformes institutionnelles, en cas départ du président actuel, quel sort sera réservé à cet accord ?

L'accord est une politique publique de l'Etat. Il est lié à l'Etat et non au président. Et l'Etat est une continu-

ité. Tous les engagements pris par des autorités survivent à leur changement. Il se pourrait que ledit accord soit revu en ce sens qu'il n'était jamais accepté par tous et déjà le dialogue national inclusif s'est penché là-dessus dans ce sens.

TPD : En tant que juriste, pensez-vous que le problème réside dans l'incohérence entre les institutions et les réalités du peuple ?

Les institutions dans leurs essences sont mises en place pour répondre aux besoins du peuple, d'où la nécessité de les adapter à l'évolution de ce dernier. Il est incontestable qu'elles n'exercent pas convenablement et de manière transparente leurs fonctions afin que le peuple puisse être amené à leurs faire confiance. Et c'est cela même qui constitue la grande incohérence entre les institutions et l'aspiration du peuple.

TPD : Quelles solutions proposez-vous, entant qu'intellectuel et fils du pays ?

Il faudrait mettre le Mali au-dessus de tout, c'est ce qui nous unit, c'est notre patrimoine commun et tirer les leçons du passé pour partir sur une nouvelle base afin de permettre à l'Etat de sortir de cette impasse qui n'a que trop duré.

Vous avez un message à l'endroit des populations et des dirigeants pour sauver ce qui reste du Mali ?

Il faut prioriser le dialogue pour une issue de cette crise. Que les autorités soient plus responsables et se hissent à la hauteur de la crise aux fins d'éviter tout équivoque. Je demande à tous les maliens de se parler et de se mettre à la place de l'autre afin de se comprendre.
Propos recueillis par Mahamadou Mahamadou

La gestion de la pandémie de la COVID-19



Mme Diarra Lobo Diarra, Pair Educatrice dans la région de Ségou : « Les autorités doivent continuer les efforts de sensibilisation, d'information des populations »

Je pense que l'Etat n'a pas pris assez de mesures d'accompagnement avant d'instaurer le couvre-feu. Les travailleurs qui vivaient des métiers précaires ont vu leurs moyens d'existence impactés. Aussi, la distribution des masques ne s'est pas faite convenablement. Les autorités doivent continuer les efforts de sensibilisation, d'information des populations. L'autre chantier est l'amélioration des conditions de prise en charge des patients.



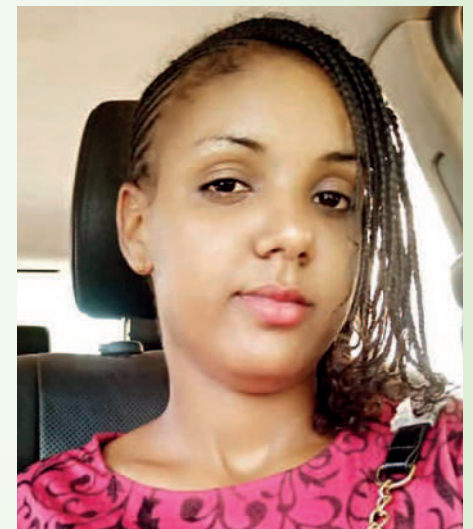
Abdoumajid Halidou, Secrétaire Général de l'Union des Jeunes pour la Paix et la Nation Africaine : « Les conséquences des mesures prises par nos autorités se sont montrées plus dangereuses que le virus lui-même »

L'Etat a géré de façon catastrophique la pandémie avec la fermeture des écoles, l'instauration d'un couvre-feu, la distribution anarchique de quelques tonnes de vivres ; un système de Santé défaillant et des décisions inopportunes.

L'erreur de nos autorités c'est de suivre aveuglement les orientations de l'OMS sans chercher à comprendre les effets sur les popula-

tions et l'économie du pays. Les conséquences des mesures prises par nos autorités se sont montrées plus dangereuses que le virus lui-même.

La jeunesse qui représente 70% de la population malienne est la plus touchée par les conséquences de cette pandémie et les mesures politiques irréfléchies prises.



Djénéba TANGARA, Etudiante et membre du Club UNESCO et de la Jeune Chambre Internationale de Ségou « Je demande aux autorités de s'appuyer sur les jeunes pour la sensibilisation et l'information »

Je pense que l'Etat s'est beaucoup investi dans la

gestion de la COVID-19. A Ségou ville, la plupart des marchés et des services publics ont reçu des kits de lavage des mains, des savons et des masques de protection. Certes, c'est insuffisant mais des efforts ont été consentis quand même. Les autorités doivent être accompagnées par les populations et les partenaires dans leurs efforts de sensibilisation et d'information contre la COVID-19. Nous, jeunes de l'UNESCO avec l'appui du Ministère de la Jeunesse et des Sports et les médias, on s'est impliqué dans la sensibilisation pour le respect des gestes barrières.

Malheureusement, beaucoup de jeunes ont perdu leurs emplois à cause de la pandémie et l'économie locale est fortement affectée. En cas de pandémie de ce genre, je demande aux autorités de s'appuyer sur les jeunes pour la sensibilisation et l'information.

Aliou Issoufi Maïga, Sociologue et journaliste-présentateur : « La politique de l'État de la gestion de la COVID-19 est vouée à l'échec »

Je pense que dans la gestion de cette pandémie, le gouvernement ne fait pas



assez pour accompagner les populations les plus démunies. Même les vivres destinés aux pauvres ont été détournés. La politique du président de la République « un malien, un masque » n'est pas une réalité sur toute l'étendue du territoire, peut-être à Bamako mais pas dans tout le Mali.

A cause de la pandémie, beaucoup d'activités se sont arrêtées et la pauvreté a gagné plus de terrain, ce qui a accentué la grogne sociale. En somme, la politique de l'État dans la gestion de la COVID-19 est vouée à l'échec parce que bon nombre de maliens ne croient pas encore à l'existence de la maladie.

Il est nécessaire que les autorités capitalisent l'expérience de cette pandémie et prennent des dispositions

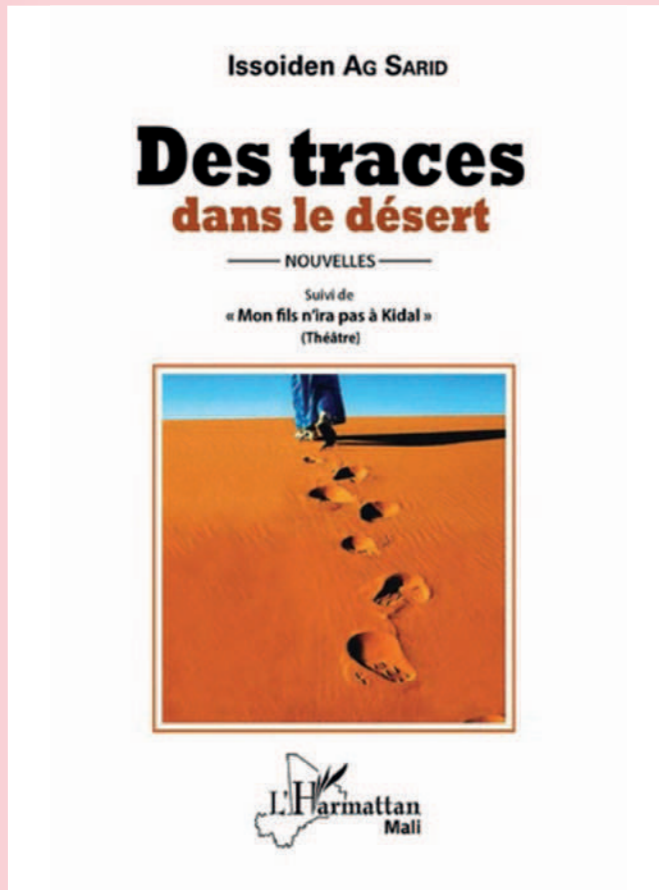
pour avancer dans la recherche universitaire et créer un institut spécialisé avec les moyens adéquats pour faire face aux maladies infectieuses.



Rokia Minta : secrétaire de direction au CAP de Kangaba : « La pandémie nous a montré l'inefficacité de notre système sanitaire »

La pandémie nous a montré les limites et l'inefficacité de notre système sanitaire et l'absence de la recherche dans le domaine de la médecine. Les femmes doivent être mises au cœur du dispositif de sensibilisation pour mieux atteindre les populations.

Propos recueillis par M.M



Notre compatriote, Issoiden Ag Sarid, vient de mettre sur le marché, son premier livre "Des traces dans le désert" à l'Harmattan Mali. Dans ce livre de 245 pages, l'enseignant à la retraite aborde plusieurs sujets. Il commence par son autobiographie présentée en six aventures qui se suivent. Ces aventures sont caractérisées par des mutations brusques, quasi-spontanées dans la situation politico-administrative de l'auteur, sans que ce dernier apporte une contribution significative dans les changements qui interviennent.

A chaque fois, l'auteur doit entamer une nouvelle formation. Il en est ainsi dès le début de la première aventure. A six ans, enlevé par la force du gardiennage des agneaux de son père qu'il

au développement (CD) du premier gouverneur de la récente région de Kidal.... Malgré toutes les difficultés rencontrées, je commençais à m'habituer à mes coopérateurs, à mes élèves en exercice et à mes ex-élèves rapatriés... Le pouvoir de l'époque a nommé à la tête de la région de Kidal deux enseignants l'un comme gouverneur, l'autre comme conseiller au développement.

Ces enseignants ne connaissaient d'un governorat qu'un bâtiment regardé de loin. Même si le Général De Gaulle a dit que "la meilleure école de commandement est la culture générale", ces administrateurs novices risquent de commettre tellement de fautes graves que la population, c'est bien connu dans l'histoire, risque

"Des traces dans le désert"

maitrisait bien, l'auteur est envoyé et maintenu à l'école française à plus de 300km du terroir de sa communauté. L'auteur parle ainsi du début de la quatrième aventure : « suite à une information tombée du ciel, j'apprends qu'un décret, vient de faire de moi, le conseiller

de regretter l'ancienne administration et souhaiter son retour. Dans la cinquième aventure, celle qui commence avec la retraite, l'auteur a écrit « j'ai essayé d'écrire, malheureusement c'est très difficile. Si l'âge augmente l'expérience, il réduit aussi la mémoire ».

Ce livre, en plus de l'autobiographie de l'auteur, comporte quatre parties qui vont de "lettre ouverte à tous les maliens" à la pièce de théâtre "mon fils n'ira pas à Kidal" en passant par "les relations intergénérationnelles" et "l'Afrique noire face aux écueils de l'histoire". Le tout s'adresse à la jeunesse des générations actuelles et futures du Mali et de l'Afrique. Avec des exemples concrets, des anecdotes, un peu d'humour, l'auteur rappelle à ces générations des pans importants de leur histoire récente, parfois lointaine. Il les invite à s'inspirer de cette œuvre de leurs ancêtres pour construire leur présent et préparer leur avenir.

Un petit conseil : si un jour vous devez lire le livre "Des traces dans le désert", ne commencez la lecture que si vous avez plus de deux heures libres devant vous.

Assinamar Ag Rousmane



Projet « Jeunes et paix », une approche transfrontalière entre le Mali et le Burkina Faso

Le PNUD et l'ONG AZHAR continuent leur accompagnement aux jeunes des cercles de Koro, Bankass et Tominian avec le financement très prochain des actions prioritaires des plans d'actions de renforcement des capacités des jeunes et des structures communautaires et étatiques de prévention et gestion de conflits.



Projet « prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme »

Dans l'objectif de contribuer aux efforts du gouvernement malien dans la lutte et la prévention contre l'extrémisme violent, le PNUD et ses partenaires nationaux, l'ONG AZHAR et Wanep, mettent en œuvre la deuxième phase du projet PVE dans le cercle de Djenné (région de Mopti). Ce projet tant attendu par les acteurs locaux va permettre de renforcer la résilience économique des communautés de Djenné pour prévenir l'extrémisme violent, soutenir leurs initiatives communautaires de paix et de vivre ensemble, renforcer les capacités des acteurs à la base pour mieux faire face au phénomène de l'extrémisme violent. Avec la situation actuelle au niveau mondial marquée par la pandémie du COVID-19, le projet entend apporter un soutien en kits d'hygiène aux populations de la zone.



Projet « mobilisation de la jeunesse malienne pour une gouvernance locale inclusive et redevable »

La fondation américaine, National Endowment For Democracy finance la deuxième phase de ce projet pour favoriser l'enracinement de la gouvernance et le contrôle citoyen des jeunes dans les régions de Koulikoro, Gao et Kidal.

La rédaction

ONG AZHAR

Qui sommes-nous ?

AZHAR « lien de famille » en langue locale Tamasheq est une ONG de droit malienne créée en 2008. Son objectif principal est d'améliorer les conditions de vie des populations vulnérables dans ses zones d'intervention mais aussi d'appuyer des dynamiques déclenchées par des organisations communautaires de base.

Nos axes d'intervention

- Education
- Sécurisation des moyens d'existence & Nutrition
- Protection de l'environnement/Adaptation au Changement climatique,
- Paix et Sécurité

- Bonne gouvernance - Etat de droit

Notre vision

"Nous pensons bâtir une société débarrassée de toute injustice sociale et de tout obstacle empêchant son expression, son indépendance et son développement"

Nos zones d'intervention

- Bamako
- Région de Koulikoro (Narena)
- Région de Ségou (Tominian)
- Région de Mopti (Mopti, Koro, Bankass et Djenné)
- Région de Gao (Gao,

Ansongo)

- Région de Ménaka (Menaka)
- Région de Kidal (Tessalit, Kidal)

Nos partenaires

- CCFD-Terre Solidaire
- National Endowment For Democracy
- PNUD
- MINUSMA
- SOS SAHEL
- CARI
- Mission Luthérienne Norvégienne
- UE
- UNICRI
- GNDR

**MOBILISATION DE LA JEUNESSE MALIENNE POUR UNE
LOCALE INCLUSIVE ET REDEVABLE**

Debat citoyen entre les jeunes et élus locaux

Thème: «le rôle de la jeunesse dans la mobilisation et le développement local»

Commune de Nareña

Initiative soutenue par la Fondation Nord (North Africa Endowment)

ANCE



JEUNE

JEUNES
NAREÑA



IMPRIM-Services S.A

Impression & Edition

Votre satisfaction, notre priorité

Hamdallaye - ACI 2000 • Immeuble ABK2 Porte M.06 • Tél. : (+223) 20 29 19 01
Banankabougou ZR • Tél. : (+223) 20 20 39 75
E-mail : contact@imprimservices.com



COMMANDE

VALIDATION
COMMANDE

CONTROLE
FICHIERS

FABRICATION

LIVRAISON



Rassemblement du contenu
illustrations, photographies, textes



Facturation
fixation du délai de livraison



Chaque fichier est vérifié par
le service informatique



Sur nos machines de nouvelle
génération, Qualité Garantie



Fiabilité et respect du délai

